

Le « grand débat national »

Note 4 | Point d'étape au 4 février 2019

Première analyse des thèmes et enjeux

Rappel du calendrier

Depuis le 15 janvier, des « *réunions d'initiatives locales* » qui doivent permettre « à chacun de débattre, de se faire entendre et de convaincre ».

Plus de 900 réunions d'initiatives locales sont programmées dans toute la France.

Parallèlement, l'exécutif poursuit un tour des villes dans le cadre du Grand Débat National. La rencontre du jeudi 6 février en Saône-et-Loire constituera pour le chef de l'Etat son 6^{ème} débat depuis le 15 janvier, après Grand Bourgtheroulde (Eure), Souillac (Lot), Valence et Bourg-de-Péage (Drôme), sa rencontre à l'Elysée vendredi avec une centaine d'élus d'Outre-Mer et sa participation au débat d'Evry-Courcouronnes (Essonne).

Depuis le 21 janvier, le site **Granddebat.fr** a été mis en place par le gouvernement et permet deux sortes de consultations en parallèle. A ce stade on compte plus de 160 000 contributions dont près de 60 000 sur le seul thème de la fiscalité et des dépenses publiques.

Au 4 février 2019, on peut compter sur la plate-forme en ligne du grand débat plus de 150 000 contributions réparties ainsi :

Thème	Nombre de contributions	Nombre de contributeurs
Transition écologique	43 513 contributions	38 127 participants
Fiscalité et les dépenses publiques	59 455 contributions	48 273 participants
Démocratie et citoyenneté	33 737 contributions	28 866 participants
Organisation de l'Etat et des services publics	31 176 contributions	30 819 participants

Vendredi 15 mars, fin du grand débat.

Entre le 15 mars et la mi-avril : La tenue de conférences régionales qui devraient associer les corps constitués, les associations d'élus, les syndicats, les ONG et une centaine de citoyens tirés au sort :

- Les participants pourront donner leur avis sur « ce qui ressort des premières semaines du grand débat national et nourriront ainsi la réflexion sur les suites à donner ».
- La synthèse sera organisée par la *Mission du grand débat* selon une méthode en cours de validation
- Suivies ensuite de *quatre conférences conclusives* sur les 4 thèmes du grand débat national.
- Le président de la République a annoncé qu'il se prononcerait « dans un délai d'un mois après la clôture du débat »

- Richard FERRAND a annoncé également que lorsque les conclusions du grand débat seraient connues, un grand débat serait organisé à l'Assemblée nationale. Tous les groupes seront invités à s'exprimer pour voir ce qui peut donner lieu à la création d'une loi, ce qui doit conduire à la modernisation d'une autre.

En lançant le grand débat sous la pression des événements, les pouvoirs publics semblent avoir créé des attentes qui vont au-delà des revendications qui ont déclenché la crise. Il faudra capter ces réalités et ces aspirations qui n'ont pas été toujours perçues dans la rue.

Méthode d'analyse SEANCE PUBLIQUE

Afin d'identifier les principaux thèmes, enjeux et propositions du grand débat, SEANCE PUBLIQUE a analysé :

- Les thèmes des questions posées par l'exécutif
- Les premières propositions formulées dans le débat public par l'exécutif ou certains cadres de la majorité, les associations d'élus, les citoyens sur la plateforme.

Les principales questions classées par thème

De nombreuses questions sont posées dans le cadre du grand débat national. Le tableau ci-dessous reprend les questions posées par le président de la République dans sa lettre aux français ainsi que les questions posées sur la plate-forme en ligne du grand débat en les regroupant autour des compétences ministérielles.

<p>ECONOMIE, FINANCES</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comment pourrait-on rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ? - Quels impôts faudrait-il baisser en priorité ? - Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ? - Seriez-vous prêt à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac et l'alcool ? Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ? - Faut-il une baisse de la TVA des produits de nécessité - Faut il modifier la fiscalité de l'imposition sur le revenu avec des tranches supplémentaires et une imposition pour tous ?
<p>TRANSITION ENERGETIQUE ET SOLIDAIRE MOBILITE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Quel financement de la transition écologique : impôt, taxes... et qui devrait être concerné en priorité ? - Comment faire accepter concrètement les transformations les plus concrètes avec des solutions accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ? Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables financièrement ? - Quelles solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir doivent être conçues plutôt au niveau local que national ? Quelles propositions concrètes pour accélérer la transition environnementale au niveau de chaque citoyen ? - Comment garantir scientifiquement les choix à faire à cet égard ? Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos agriculteurs et nos industriels ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ? - Comment développer les solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'autopartage, le transport à la demande, le vélo, etc. ?
<p>AGRICULTURE ET ALIMENTATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comment encourager la production Française face à la concurrence européenne ? - Comment favoriser le bio mais également permettre des alternatives au phytosanitaires ?
<p>INTÉRIEUR</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comment favoriser l'intégration ? En matière d'immigration et au-delà des règles du droit d'asile, faut-il fixer des quotas avec des objectifs annuels définis par le Parlement ? - Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'État et les religions ? - Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ? - Comment lutter contre la discrimination et créer une société plus solidaire et plus tolérante ? - Que doivent faire les pouvoirs publics pour lutter contre les incivilités ? Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?
<p>SOLIDARITE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Quel nouveau modèle économique et social pour plus de justice ? - Comment mieux organiser le pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ? - Dans quelles domaines la protection sociale devrait-elle être renforcée ? - Le revenu universel est-il une bonne idée ? - Quelle solution pour augmenter le pouvoir d'achat

<p>ACTION ET COMPTES PUBLICS</p> <p>SERVICES PUBLICS</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ? À l'inverse, quels besoins nouveaux de services publics et comment les financer ? - Quels services publics doivent être maintenus dans les territoires ruraux ? - Comment lutter contre les déserts médicaux ? - Comment concilier la numérisation des services publics et le contact humain et de proximité. - Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ? - Comment voudriez-vous que l'État soit organisé et comment pourrait-on améliorer son action ?
<p>COHESION DES TERRITOIRES</p> <p>COLLECTIVITES TERRITORIALES</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Y a-t-il trop de niveaux de collectivités locales ? - Faudrait-il un lien plus fort entre région et département ? - Comment l'État et les collectivités locales pourraient-ils ensemble mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté ? - Quels sont les niveaux de collectivités territoriales auxquels vous êtes le plus attachés ? - Faut-il plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? - Faut-il renforcer la décentralisation ou renforcer le rôle de l'Etat en région (déconcentration) ? a quels niveaux et pour quels services - Comment faire mieux fonctionner les conseils économiques et sociaux régionaux (CESER) avec les conseils régionaux ? - Faudrait-il modifier le mode de scrutin aux régionales afin de donner aux conseillers régionaux plus de proximité ? - Quel mode de dialogue renouvelé entre les collectivités et l'Etat
<p>DEMOCRATIE ET CITOYENNETE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La nécessité de trouver de nouvelles formes de représentation - Faudrait-il reconnaître le vote blanc ? rendre le vote obligatoire ? - Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ? - Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ? - Que pensez-vous du non cumul des mandats ? entre un exécutif local et un mandat national, entre deux mandats locaux ? - Quel rôle les assemblées, dont le Sénat et le Conseil Économique, Social et Environnemental, doivent-elles jouer pour représenter les territoires et la société civile ? Faut-il les transformer et comment ? - Quelles évolutions pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ? - Faut-il associer davantage et directement des citoyens tirés au sort par exemple, à la décision publique ; on parle de rapporteurs citoyens au parlement ? Imagine t'on possible d'avoir des amendements citoyens remontés par des plateformes citoyennes (Civic tech) ? - Faut-il faciliter le déclenchement du referendum d'initiative partagée dont les conditions sont aujourd'hui trop contraignantes ? - Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ? - Quelles positions sur le RIC ?

Les premières propositions et ouvertures de l'exécutif ou de la majorité

Lors de ces derniers débats avec les maires, lors de son entretien avec quelques journalistes fin janvier, Emmanuel MACRON a présenté sa volonté d'un « débat permanent » et la restauration des échelons intermédiaires que sont les maires, syndicats, partis, médias, intellectuels...). Le chef de l'Etat perçoit l'aspiration « d'un besoin de commandement » qui reposerait sur deux piliers : la restauration de l'autorité et la crédibilité de la parole politique, mais également une meilleure association à la prise de décision.

1. Débats autour de la fiscalité et des dépenses publiques

- Confirmation de la suppression progressive de la taxe d'habitation d'ici 2020.
- Débat possible sur la baisse de la TVA sur certains produits

2. Les objectifs en matière de Transition écologique

- Les niveaux, rythmes et l'affectation du produit de la taxe Carbone pourraient être revus

3. Démocratie et citoyenneté

- Urgence de redorer le blason des « forces organiques » qui constituent notre identité : la famille, les communes, les territoires, l'Etat,
- L'instauration d'une part de proportionnelle pour les élections législatives mais qui aille au-delà des 15%
- Renforcement de l'autorité de la parole publique avec la mise en place d'une « démocratie délibérative » cohérente avec la « démocratie représentative ».
- Amélioration du processus du referendum d'initiative partagée déjà inscrit dans la constitution afin « qu'il soit plus facile de le déclencher » grâce à des seuils abaissés.
- Réforme du règlement intérieur de l'Assemblée nationale pour rendre les choses plus rapides dans leur exécution.
- Possibilité éventuelle de revenir sur le non cumul des mandats entre un parlementaire et un maire de moins de 10 000 habitants ;

4. Organisations de l'Etat et des services publics

- Un suivi plus net des décisions prises et des lois votées, en opérant une étape radicale de « déconcentration » des services de l'Etat
- Développement des projets de contractualisation entre l'Etat et les collectivités locales, sur le modèle de ce qui existe déjà avec les régions (contrats de plan État-régions 2015-2020).
- Elargissement des horaires d'ouverture du service public pour les adapter aux contraintes de usagers
- Engagement pour une transparence de l'administration et des services publics.

Les premières propositions des partis politiques

1. Les propositions des Républicains

Laurent WAUQUIEZ, président du parti, organise une consultation des militants des Républicains pour rédiger sa contribution au "grand débat national". Les questions posées dans le questionnaire mettent à jour certaines propositions des Républicains sur des points clivants du débat. Certains sujets considérés comme plus prioritaires émergent tels que **la délinquance, l'immigration, le terrorisme** ([Questionnaire LR](#)) sujets brièvement abordés dans le questionnaire du Grand Débat.

- **Réduire la dépense publique et les impôts**
 - o La création d'une allocation sociale unique plafonnée à 75% du SMIC pour que le travail paie toujours plus que l'assistantat
 - o La suppression de l'Aide médicale d'Etat (frais de santé gratuits pour les immigrés illégaux) et la prise en charge des seuls soins d'urgence et des maladies contagieuses
 - o Le conditionnement de l'accès des étrangers aux prestations sociales (RSA, allocations familiales et logement...) à trois années de cotisations

- **Sortir de l'immigration de masse**
 - o Plafonds d'immigration annuels pour que les Français décident qui entre en France
 - o Suppression du droit du sol pour les immigrés illégaux
 - o Le conditionnement de l'aide au développement au retour des sans-papiers dans leur pays d'origine

- **Adapter le droit à la lutte antiterroristes**
 - o La mise en rétention administrative des individus fichés pour radicalisation les plus dangereux
 - o L'expulsion de tous les étrangers fichés pour radicalisation à caractère terroriste
 - o La mise à l'isolement des détenus radicalisés et leur mise en rétention de sûreté s'ils représentent toujours une menace à leur sortie de prison

- **Tolérance zéro contre les délinquants**
 - o L'instauration de peines-plancher, notamment pour ceux qui s'en prennent aux forces de l'ordre
 - o La construction en urgence de 15 000 places de prison supplémentaires
 - o La castration chimique pour les violeurs multirécidivistes
 - o L'abaissement de la majorité pénale à 16 ans pour lutter contre une délinquance de plus en plus précoce
 - o La suspension des allocations familiales pour les parents d'élèves absentéistes ou délinquants

2. Les propositions du Parti Socialiste

Le PS se positionne en faveur du rétablissement de l'ISF via la mise en place d'un référendum d'initiative partagée. L'initiation du RIP (référendum d'initiative partagée), nécessite la signature de 185 parlementaires et il manque la signature d'une vingtaine de parlementaires pour parvenir au seuil des 185 qui permet de franchir la première étape du référendum d'initiative partagée lancé par le PS.

Une plateforme Internet « Rétablissons l'ISF » a également été créée. Sylvie ROBERT sénatrice socialiste d'Ille-et-Vilaine appelle ainsi les citoyens à mobiliser leurs députés et sénateurs en faveur du rétablissement de l'ISF qui « a fragilisé le consentement à l'impôt. Et a eu comme conséquence négative de faire diminuer les dons aux associations ».

3. Les propositions de la Manufacture, think-tank lancé par Xavier BERTRAND

A la lumière des dernières réunions de la Manufacture organisées par Xavier BERTRAND, synthèses des priorités remontées

- Fin des gaspillages publics
- Baisse de la dépense publique et de la fiscalité
- Amélioration du pouvoir d'achat et du revenu des Français
- Simplification administrative et de la vie quotidienne
- L'éducation, la culture et la formation
- Lutte contre les communautarismes
- Comment résorber les fractures françaises

Xavier BERTRAND demande avis et réflexions sur ces questions et publiera une synthèse.

Les premières propositions des associations d'élus

Plusieurs associations d'élus formulent des propositions dans le cadre du grand débat.

L'Association des Maires Ruraux a présenté la [synthèse des cahiers de doléance](#) ouverts dans les mairies, l'Association des Petites Villes de France a présenté le 16 janvier [les propositions des petites villes](#) tandis que Territoires Unis (l'initiative commune de l'AMF, l'ADF et Régions de France) a formulé quelques propositions en lien avec la décentralisation. Les associations fondatrices devant également formuler des propositions ciblées en lien avec leurs compétences (mobilité, énergie, fiscalité...).

François BAROIN, président de l'AMF dans une rencontre organisée par le Monde a appelé à « une acte III de la décentralisation, un acte de grande envergure qui ne peut se résumer à la seule différenciation des politiques portées selon telle ou telle région. »

Thèmes	Propositions AMRF	Propositions APVF	Association Territoires Unis
<p>LOGEMENT</p>	<p>. Nécessité de faire baisser les loyers : le montant des loyers demande à être « réglementé »/« encadré ».</p> <p>. Faciliter l'accès au logement pour les personnes en contrats précaires. <i>Aujourd'hui il est demandé d'être mobile pour trouver un emploi. Les personnes mobiles sont souvent celles qui ont les contrats les plus précaires : intérim, CDD. Or, si l'emploi est flexible, l'accès au logement de l'est pas du tout.</i> Ex : Supprimer la Garantie Loyers Impayés (GLI) qui empêche de nombreuses personnes d'accéder à un logement. En GLI, un logement n'est accessible qu'aux personnes en CDI et aux étudiants avec garant, ce qui exclut une grande partie des personnes »).</p>	<p>. Renforcement des dispositifs de soutien à l'habitat en centre-ville ⇒ Renforcer le dispositif Malraux et ses réductions d'impôts, notamment dans les centres-villes en déshérence, afin de lutter contre l'habitat indigne et de rendre nos cœurs de ville de nouveau attractifs. ⇒ Renforcement des outils fiscaux en faveur de la rénovation de l'habitat. Le dispositif d'aide à l'investissement dans l'ancien doit être étendu à l'ensemble des petites villes et les dispositifs Pinel et prêt à taux zéro doivent être pérennisés en zones détendues.</p> <p>. Une politique ambitieuse de lutte contre la dévitalisation de nos centres-villes. Les causes de ce phénomène résident en outre dans le déclin industriel de certains territoires mais aussi dans le développement incontrôlé du commerce en périphérie, la dégradation de l'offre de services et de logement dans nos cœurs de ville ainsi que le besoin d'aménagements qualitatifs.</p>	
<p>ECONOMIE ET FINANCES</p>	<p>. Diminution des charges pour les PME, TPE et artisans . Mais taxation des entreprises . Demande de "remise à plat de la progressivité de l'impôt" afin que "l'impôt ne repose pas uniquement sur les classes moyennes" mais aussi "épargne les personnes les plus fragiles".</p> <p>. Meilleure répartition des taxes prélevées et réelle participation des plus riches à l'effort fiscal national.</p> <p>. Rétablir "l'impôt de Solidarité sur la Fortune"</p> <p>. Réforme des niches fiscales", "Imposer les GAFA", "Taxer les gros pollueurs »</p> <p>. Revalorisation du SMIC entre 1300 et 1600€ selon les avis. Elargissement de la demande de revalorisation à une augmentation générale des salaires de façon à réduire les différences de salaires et mise en place d'un revenu universel d'existence entre 800 à 1000€/mois</p>	<p>. Réforme de la DGF : la dotation forfaitaire pourrait, par exemple, être dédoublée en « part fixe » et « part variable » : rénover les critères de répartition de la DGF.</p> <p>. Réforme des modalités de répartition et d'octroi des crédits de soutien à l'investissement local en faveur des territoires les plus fragiles</p> <p>. Création d'un fonds national de solidarité territoriale : proposition de la création d'un fonds national de solidarité territoriale alimenté par les métropoles à proportion de leur richesse et par l'Etat</p>	<p>. Lancement immédiat d'un grand chantier sur la fiscalité écologique pour la rendre plus juste et efficace.</p> <p>. Garantir la transparence des prélèvements effectués au titre de la lutte contre le réchauffement climatique, de la dépendance aux énergies fossiles et de la gestion des ressources en eau</p>

	<ul style="list-style-type: none"> . Augmentation du pouvoir d'achat afin de « permettre à tous de consommer ». . Demandes de la baisse, voir la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité : alimentaire, eau, énergie, habillement et augmentation de la TVA sur les produits de luxe. Encadrement du prix des denrées alimentaires . Suppression de la taxe sur les carburants 		
<p style="text-align: center;">COHESION DES TERRITOIRES, RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</p> <p style="text-align: center;">MOBILITE</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Favoriser la démocratie participative à tous les niveaux : encourager la proximité en donnant plus de pouvoir aux élus locaux. . Solliciter directement les citoyens : créer des espaces de collectivités citoyennes et organiser des référendums . Encourager les élus à une transparence de la vie publique. Demande de la « Fin des privilèges » et limitation du nombre de représentants. . Redonner du pouvoir aux élus plus proches du peuple. . Demande d'un RIC : référendum d'initiative citoyenne . Modification de la Vème république : mettre en place une réforme électorale qui prendrait en compte les votes blancs, introduire la proportionnelle à l'Assemblée Nationale. . Développement raisonné des villes et des campagnes . Limiter la réglementation abusive 	<ul style="list-style-type: none"> . Remise en cause de la fin du cumul des mandats qui permettrait de mieux relier les décisions de l'Etat aux enjeux des territoires. . Fin au centralisme en redonnant la main aux collectivités locales sur des domaines qu'elles ne gèrent pas ou seulement partiellement aujourd'hui : « foncier, fiscalité, recherche, éducation, formation, emploi et santé ». . Mise en place d'une prime mobilité pour les habitants des territoires ruraux . Création d'un « pass mobilité inclusive » valable sur l'ensemble du territoire national pour résorber les zones blanches de la mobilité . Mise en place d'un mécanisme de solidarité contribuant au financement des mobilités en zone périurbaine et rurale . Instaurer une politique transversale et ambitieuse de lutte contre la dévitalisation de nos centres-villes : mise en place d'un « Plan Action Cœur de Ville » à destination des petites villes, Instauration immédiate d'un moratoire sur la fermeture des services publics, création de zones franches commerciales dans des périmètres restreints au cœur des petites villes les plus touchées. . Lutter contre la désertification médicale : création de territoire prioritaires de Santé, régulation de l'installation de médecins libéraux 	<ul style="list-style-type: none"> . Demande au Président de la République d'engager une grande concertation nationale, qui soit la plus décentralisée possible de façon à « <i>laisser s'exprimer les colères et les attentes et pour construire avec l'appui des élus locaux des propositions de solutions adaptées à la réalité des territoires et aux aspirations des citoyens</i> » . Reconstruire une cohésion entre la gouvernance publique, l'État et les collectivités territoriales. . Encourager une nouvelle phase de décentralisation de l'Etat et une meilleure gestion et développement des collectivités locales

<p style="text-align: center;">TRANSITION ENERGETIQUE ET SOLIDAIRE</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Taxation des revenus des loyers en fonction de la classe de performance énergétique de l'appartement à louer. . Plafonnement des loyers ou de la hausse des loyers en fonction du coût estimé du chauffage et éviter que la taxation du revenu des loyers ne soit répercutée sur le locataire. . Aides aux propriétaires pour améliorer la performance énergétique des appartements et pour que le coût des travaux ne soit pas indirectement à la charge des locataires. 	<ul style="list-style-type: none"> . Mise en place d'un véritable service public de la performance énergétique de l'habitat. Développer dans l'ensemble de nos territoires ce service public de la performance énergétique de l'habitat en créant notamment des plateformes territoriales de la rénovation énergétique qui coordonnent les différentes actions permettant d'améliorer l'efficacité du bâti, tant en rénovation qu'en construction : isolation, rénovation, changement de mode de chauffage. <p>L'APVF appelle le Gouvernement à soutenir la création et le développement de ce service public de la performance énergétique de l'habitat dans tous nos territoires.</p> <ul style="list-style-type: none"> . Création d'un guichet unique d'aide à la rénovation énergétique De nombreux dispositifs cohabitent aujourd'hui : les certificats d'économies d'énergie (CEE), le crédit d'impôt transition énergétique (CITE), l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ), TVA à taux réduit, les aides de l'Anah ou encore celles des collectivités territoriales. L'instabilité, la variété et la complexité des dispositifs sont les principales causes de ce retard. Il est donc nécessaire de regrouper ces aides et de les « sanctuariser » dans le temps afin de les rendre plus lisibles pour le citoyen. . L'affectation d'une part des recettes de la fiscalité carbone directement à nos territoires sous la forme d'une dotation climat . Décentralisation des politiques énergétiques 	
<p style="text-align: center;">AGRICULTURE ET ALIMENTATION</p>	<p>Passage d'une agriculture productiviste à une agriculture biologique, supprimer les pesticides, inciter à la consommation locale.</p>		

Les premières propositions des syndicats et organisations professionnelles

1. La CPME

La CPME a publié une première synthèse des débats ayant eu lieu du 2 au 20 janvier dans les 104 unions départementales et régionales. Le document de synthèse condense 16 propositions.

Le document s'articule autour des 4 thématiques fixés par Emmanuel MACRON et les propositions ne se limitent pas à l'entreprise et ils estiment notamment que la gratuité de certaines dépenses sociales empêche certains bénéficiaires d'en comprendre le coût pour la collectivité. Ils veulent une France qui arrête de perdre, d'être déficitaire. Ils attendent de l'Etat que les choses fonctionnent. Ils demandent une équité entre le public et le privé.

Et notamment :

- Ils demandent une réduction des fonctionnaires mais déplorent également leur absence dans les territoires
- Ils estiment que les fonctions des fonctionnaires doivent se limiter aux seules fonctions régaliennes
- Ils ne comprennent pas le déséquilibre entre les règles du privé et celles du public et notamment temps de travail, retraites, jour de carence... et réclament les mêmes règles pour tous.
- Le millefeuille administratif figure en tête de leurs préoccupations et ils aspirent à moins de complexité et plus d'accompagnements
- Ils suggèrent la création du délit de « harcèlement ou de mauvais traitement administratif », la nomination d'un correspondant PME dans chaque ministère, et un stage obligatoire pour les PME pour les élèves de l'ENA notamment.
- Ils se prononcent pour la création d'un bouclier fiscal que l'Etat s'engagerait à ne pas dépasser.
- Ils demandent que les bénéfices réinvestis dans les entreprises ne soient pas taxés. « Cet argent doit être disponible pour l'investissement, l'innovation et l'exportation. »
- Les chefs d'entreprises se prononcent également pour davantage de transparence sur l'utilisation qui est faite de l'impôt ainsi qu'un renforcement du pouvoir de la Cour des Comptes.
- Ils critiquent les changements incessants concernant la transition écologique. Un taux de TVA réduit sur la rénovation énergétique serait jugé plus approprié.

2. La CGT

Dans le cadre du Grand Débat National, la CGT a fait connaître ses revendications relatives à la justice fiscale et sociale tout en affirmant refuser de participer au débat. Elle exige ainsi une revalorisation du SMIC, des salaires, des pensions et des minima sociaux, ainsi que le rétablissement de l'ISF et une fiscalité plus juste.

3. La CFDT

Pour alimenter la réflexion des participants, la CFDT a proposé un support revendicatif décliné en cinq fiches pratiques, reprenant les quatre thèmes du grand débat (fiscalité, transition écologique, services publics et organisation de l'État, démocratie et citoyenneté), auxquels la CFDT a souhaité ajouter : le pouvoir d'achat.

La fiscalité et la redistribution des richesses apparaît comme au cœur des revendications de la CFDT qui, à l'issue du grand débat, propose un « Grenelle du pouvoir de vivre » réunissant associations, mouvements de jeunesse, organisations syndicales et patronales. L'objectif de ce grand débat est surtout selon Marylise LEON, secrétaire nationale de la CFDT, de « *faire remonter ce que veulent les salariés en matière de pouvoir d'achat [...] de construire, avec d'autres, des solutions concrètes porteuses de plus de justice sociale* ».